

diens décideront pour ces derniers. Indépendamment du caractère émotif du nationalisme économique, il faut prendre en ligne de compte de nombreux autres facteurs. Cette proposition constitue au mieux un expédient qui est loin de représenter la mesure décisive qui est nécessaire pour mettre l'avenir économique du Canada entre les mains des Canadiens.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce nouveau bill donne l'impression que la politique du gouvernement dans ce domaine est plutôt vague. Le premier ministre (M. Trudeau) a déjà indiqué qu'une politique en matière de propriété étrangère serait assez complète pour servir de ligne de conduite immédiate dans le cas des décisions d'affaires, une fois qu'elle aurait été annoncée et que la population saurait comment se conduire à partir du jour où cette politique serait rendue publique. A la lecture du bill C-132, peut-on vraiment dire qu'il offre une telle ligne de conduite? Je prétends que non. L'incertitude est plus grande que jamais.

Le gouvernement joue simplement le jeu du nationalisme avec des phrases vagues telles que «avantage appréciable au Canada» qui me frappe comme un faible écho de la «Société juste» et «Tous ensemble». Je me demande si, de la part du premier ministre, ce n'est pas simplement un autre geste symbolique à l'intention des électeurs à vues nationalistes, de la même façon qu'il prépare des conférences sur l'économie dans le but d'apaiser une partie ou une autre du pays ou qu'il établit un comité spécial sur les tendances des prix de l'alimentation pour calmer la maîtresse de maison, ou se pourrait-il qu'il soit simplement en train de faire un effort symbolique pour apaiser le parti symbolique à ma gauche qu'on appelle d'habitude le NPD, mais dont les nouvelles initiales sont maintenant NCL qui veulent dire «le Nouveau croupion libéral»?

Des voix: Bravo!

M. Yewchuk: Le député de York-Sud (M. Lewis) a mentionné, dans un discours récent, ce nouveau bill C-132 du gouvernement comme un exemple de l'effet bénéfique que le NPD en tenant la balance du pouvoir, a eu sur le gouvernement Trudeau. Je me demande s'il était vraiment sérieux quand il a fait cette déclaration parce que, lorsqu'il a parlé à la Chambre des communes, le 30 mars, critiquant mon parti et le parti libéral sur certaines de leurs propositions, il a déclaré qu'à cet égard, les libéraux et les conservateurs ne font qu'un c'est clair. Il a ensuite ajouté:

Nous rejetons cette attitude face à l'économie canadienne et à son indépendance.

Comment peut-il dire d'une part que le bill est un exemple de son influence, et rejeter d'autre part ce genre de conception de l'économie canadienne et de l'indépendance économique du Canada? Cela nous amène à nous demander ce que l'honorable député veut réellement dire ou en quoi il croit réellement. Mais nous avons l'habitude de voir le chef du NPD changer d'opinion d'un jour à l'autre et dire aujourd'hui le contraire de ce qu'il disait hier. Ainsi, il a dit pendant ses observations que le respect qu'il avait pour nous en tant que parti avait baissé à cause de certaines de nos déclarations politiques.

Du moins, monsieur l'Orateur, avons-nous été logiques en proposant des mesures que nous croyons être bonnes pour le pays. Il nous est difficile de dire que l'honorable député de York-Sud a été logique. Si nous considérons comment les néo-démocrates ont voté depuis janvier de cette année, nous constatons qu'en plusieurs occasions ils

Examen de l'investissement étranger

ont voté en complète contradiction avec ce qu'ils avaient dit peu de temps auparavant. Qu'il nous suffise de remonter à janvier, par exemple, lorsque nous avons proposé une motion à la Chambre à l'effet de retarder le débat sur le discours du trône afin de passer tout de suite au bill sur les pensions de vieillesse. Le NPD qui avait très vertueusement lancé à de nombreuses reprises l'idée d'augmenter les pensions de retraite, a voté contre cette motion, retardant ainsi de façon injustifiable l'augmentation des pensions de vieillesse au 1^{er} avril.

• (2150)

Nous avons aussi vu les néo-démocrates qui critiquaient les politiques économiques du gouvernement, mais lorsqu'il s'est agi de trancher dans le vif et d'un vote de confiance visant ces politiques, ils ont penché du côté du gouvernement, à l'encontre de leurs remarques. Nous avons même été saisis d'une motion sur les mendiants millionnaires et ils ont, bien entendu, voté contre celle-là aussi. Elle n'était plus assez importante pour qu'ils cessent d'appuyer le gouvernement.

Il y a quelques jours, ils ont parlé contre la vente de Polymer, mais lorsque l'heure du vote est arrivée, ils ont voté en faveur de cette vente. Comment le député peut-il s'attendre à gagner notre respect et celui des Canadiens si son vote ne traduit pas ses paroles? Comment peut-il s'attendre à ce que nous croyons ses affirmations s'il a manifesté tant et plus que ce qu'il juge mal un jour, il le dit bon le lendemain? Je ne veux pas dire que le député est consciemment malhonnête, mais ses procédés semblent certainement sinueux, sinon détournés.

Si nous jetons un regard rapide sur les débats autour de l'ancien bill, en mai 1972, tels qu'ils figurent à la page 2639 du hansard, en parlant de ce bill, le chef du Nouveau parti démocratique déclarait: «Cette politique signifie bien peu pour le Canada». Ailleurs il déclarait: «Je crois qu'il faut combattre ce bill». Enfin il disait: «Nous n'avons pas l'intention d'appuyer l'ineptie que le ministre propose». Mais aujourd'hui, lui-même et tous les députés de son parti ont parlé en faveur de ce qui est en réalité la même mesure.

M. Gleave: Quelle est votre politique?

M. Yewchuk: Le député veut connaître ma politique.

M. Gleave: Pourquoi ne parlez-vous pas du blocage de 60 jours?

M. l'Orateur suppléant (M. Boulanger): A l'ordre. Si le député veut prendre la parole, qu'il la demande plus tard au cours du débat.

M. Yewchuk: Monsieur l'Orateur, je constate que le député de Saskatoon-Biggar (M. Gleave) s'est éveillé Je m'en réjouis. Il voulait savoir quelle était notre politique, et la première chose que je voudrais dire à son sujet c'est qu'elle est du moins conforme à nos principes et à nos déclarations. Je crois que c'est là un principe de base en politique. Il ne fait aucun doute que la conscience de mes amis de la gauche les trouble—à supposer qu'ils en aient une—et il est clair que la conscience de leur chef l'ennuie.

M. Baldwin: Ce n'est pas ça, c'est sa personne.

M. Yewchuk: C'est sans doute parce qu'il a renoncé à ses principes. Je crois que sa conscience coupable se reflète dans ses discours où il s'en prend au parti conservateur et surtout à notre chef. La seule conclusion qu'il nous soit permis d'en tirer, c'est qu'il aimerait avoir le